Bance, P. et Fournier, J. (dir.). (2018). *Éducation et intérêt général*. Rouen, France : Presses universitaires de Rouen et du Havre

Amélie Cambron-Prémont

Volume 45, numéro 1, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1064614ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1064614ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue des sciences de l'éducation

ISSN

1705-0065 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cambron-Prémont, A. (2019). Compte rendu de [Bance, P. et Fournier, J. (dir.). (2018). *Éducation et intérêt général*. Rouen, France : Presses universitaires de Rouen et du Havre]. *Revue des sciences de l'éducation*, 45(1), 271–272.
<https://doi.org/10.7202/1064614ar>

Recensions

Bance, P. et Fournier, J. (dir.). (2018). *Éducation et intérêt général*. Rouen, France : Presses universitaires de Rouen et du Havre.

L'ouvrage *Éducation et intérêt général* est le quatrième livre de la collection « Économie publique et sociale ». Le collectif doit son nom à la volonté des auteur·e·s d'examiner la relation entre éducation, intérêt général et action publique. L'*intérêt général* fait référence à la propriété publique, l'éducation étant ici un bien public (même si les auteur·e·s affirment que l'éducation ne répond pas parfaitement aux critères de non-exclusion et de non-rivalité). Contextualisé dans un contexte de crise de l'éducation en France, c'est un ouvrage optimiste qui rassemble 31 chapitres divisés en cinq thèmes principaux.

La première partie, intitulée « Les politiques de l'éducation en France : origine et orientations », dresse le portrait général de l'éducation française, des fondements aux politiques en passant par l'évaluation. Les auteur·e·s de cette section abordent le cadre dans lequel s'exerce l'action publique. La seconde partie, intitulée « L'organisation et la gestion du système éducatif », s'intéresse aux défis de la formation des enseignant·e·s. Divisée en deux sections, cette partie aborde d'abord l'organisation, la gestion et la formation en éducation pour ensuite laisser place à des auteur·e·s pratiquant dans ce système éducatif. La troisième partie « L'école dans la lutte contre les inégalités et la préparation à la vie sociale » se consacre pleinement aux inégalités sociales, dont la « France se distingue par l'ampleur de ces inégalités, aggravées par l'école elle-même » (p. 339). On y propose des solutions à cette situation plus que préoccupante. La quatrième partie « Les répercussions économiques de l'éducation » se consacre aux aspects sociaux et économiques de l'éducation en tentant de tisser des liens entre ceux-ci. Finalement, la dernière partie « L'enseignement supérieur et la recherche » reflète fidèlement son titre. On y aborde des enjeux importants de l'éducation, tels que la gratuité de l'éducation supérieure, la décentralisation de la recherche, etc.

Une richesse de l'ouvrage est l'exploitation de l'histoire de l'éducation française, qui se démarque par des siècles de politiques publiques et d'avancements. On y lit la « grandeur » imaginée, l'« époque de gloire » d'il y a quelques décennies, mais qui s'est

aujourd'hui atténuée pour faire face à un constat peu glorieux : le système éducatif français doit être réformé. La compréhension des défis sociaux français est facilitée, dans cet ouvrage, par l'explication des racines des réformes et politiques. On perçoit entre les lignes la déception et l'impuissance des citoyen-ne-s de voir le système d'éducation français, autrefois admiré et envié à l'international, reculé et empiré dans les évaluations et comparaisons internationales.

C'est d'abord et avant tout un ouvrage sur la réalité du système éducatif français. On devine que la volonté d'élargir la parole et les points de vue à des personnes qui ne sont pas des universitaires correspond à un désir de changement et que ce dernier implique tou-te-s les membres de la société. Si la diversité des fonctions et qualifications des auteur-e-s s'avère une richesse importante pour ce livre, le manque de perspective internationale (ou de collaborateur-rice international-e) semble en être le point faible. Cet ouvrage reste néanmoins un regroupement d'auteur-e-s optimistes qui souhaitent refonder le système éducatif français sur le principe d'intérêt général.

AMÉLIE CAMBRON-PRÉMONT
Université du Québec en Outaouais